

<http://pierrealainmillet.fr/Vaccins-c-est-d-abord-un-enjeu-de>



Vaccins, c'est d'abord un enjeu de service public

- Rencontres -



Date de mise en ligne : vendredi 16 juillet 2021

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Les réactions aux décisions du gouvernement avec la vaccination obligatoire pour les soignants et le pass sanitaire tombent trop souvent dans le piège tendu par Macron, l'opposition entre connaissances scientifiques et inquiétudes humaines, entre droits individuels et intérêt général. Trop de commentaires politiques, quelque soit leur position sur la vaccination obligatoire, en font une polémique en opposition ou en accord avec Macron, rendant le débat public incompréhensible pour la majorité des citoyens. Ce piège a pour but de contribuer au grand récit de l'opposition entre Macron et Le Pen aux présidentielles.

Ce piège repose sur l'opposition entre ceux qui craignent plus le vaccin que le virus et inversement, et la répression des manifestations anti-vaccins est là comme pour les gilet jaunes pour diviser. Mais il s'agit de masquer que la seule opposition qui soit utile est celle entre ceux qui espèrent un service public de santé de proximité, capable d'organiser la protection de toute la population, et ceux qui pensent que le service public est un "mammoth" trop coûteux.

Il y a des inquiétudes sur les vaccins, et si l'expérience mondiale à très grande échelle de la vaccination contre la covid justifie les décisions publiques vers une vaccination massive, on peut comprendre les inquiétudes dans un pays qui a connu tant de scandales sanitaires.

Il y a aussi des inquiétudes sur le système de santé, et beaucoup sur l'industrie pharmaceutique... Le système de santé publique a été fortement fragilisé par des années de restructuration et de réformes. Et tout le monde sait bien que dans notre système économique, les décisions des grandes entreprises pharmaceutiques ne sont guidées que par le profit, comme le montre la décision récente de Pfizer d'augmenter ses prix...

Mais le seul enjeu est bien celui de la capacité à vacciner réellement la grande majorité de la population ! Qu'ici ou là, une personne ne se vaccine pas n'est pas un problème public, ça peut être un problème personnel si elle attrape le virus, mais ce qu'on appelle l'immunité collective ne repose pas sur une vaccination à 100% mais à 80 ou 90%... Le buzz médiatique du président a poussé beaucoup de français à prendre un rendez-vous pour se faire vacciner, mais les inégalités sociales dans l'accès à la vaccination restent !

Macron fait de la vaccination un enjeu individuel, alors que c'est d'abord scientifiquement qu'un enjeu collectif ! Il sait bien qu'il laisse ainsi toutes les inquiétudes disponibles pour les discours individualistes de l'extrême-droite, qui peut se présenter comme défenseur des libertés, un comble !

La gauche a autre chose à faire que de tomber dans ce piège, car l'enjeu est tout sauf individuel, il est un défi de santé publique, et donc de service public de la santé !

Oui, il faut aller vers le maximum de vaccination possible, partout en France, et notamment chez les plus pauvres qui sont aujourd'hui les moins vaccinés, mais aussi partout sur la planète car le virus et ses variants ne connaissent pas les frontières !

Or, le service public de santé est incapable d'organiser une vaccination massive rapidement. Il a fallu que les communes ouvrent des salles municipales pour organiser des centres de vaccination, et malgré toutes les campagnes médiatiques, les quartiers populaires restent peu vaccinés, même pour les plus âgés ! Le virus se fout

des frontières, mais aussi des situations sociales ! Il se diffuse aussi bien dans les fêtes de luxe du Fouquets, les soirées étudiantes que dans les marchés populaires des minguettes !

Nous avons besoin de propositions simples et claires pour sortir du faux débat imposé par Macron, par exemple :

- [-] mobilisation exceptionnelle de la médecine du travail, pour proposer un rendez-vous vaccination à tous les salariés dans leur entreprise d'ici au 1er octobre, ce qui suppose de lui donner des moyens exceptionnels
- [-] création de centres de vaccination mobile, sur le modèle des camions du don du sang, pour aller dans tous les quartiers populaires, devant les marchés
- [-] et pour la suite, mettre en oeuvre un plan coordonné et national de vaccination reposant sur des centres de vaccination de proximité dans toutes les communes, avec la médecine du travail, la médecine de ville, les pharmacies, avec l'ambition de pouvoir vacciner 90% de la population en 3 mois pour prévenir toute résurgence de la pandémie sous une forme ou une autre.

Ce sont de telles revendications qui peuvent unir notre peuple, en laissant les polémiques aux polémistes, macron aux macronistes, et les peurs irrationnelles aux sentiments personnels.

Ce sont de telles propositions qui imposent de considérer les vaccins comme un bien public, de reconstruire une filière industrielle pharmaceutique souveraine et publique, et d'affirmer le besoin de planification pour faire face aux besoins sociaux.

Ce sont de telles propositions qui peuvent imposer un autre débat public, sortir du piège Macron-Le Pen et faire grandir l'exigence d'un vrai changement de société, comme le fait [la déclaration de Fabien Roussel](#) !